



Un début d'automne dévastateur pour les intérimaires chez PSA

La direction du Groupe PSA considère plus que jamais les intérimaires comme une variable qui lui permet de mettre en concurrence les sites de production en faisant du chantage à l'emploi.

- Pour l'usine de Poissy, ce sont 500 intérimaires « délogés » alors qu'en même temps la nouvelle 208 est délocalisée à Trnava (Slovaquie) et en complément dans une nouvelle usine au Maroc. Pour rappel, PSA la main sur le cœur avait juré qu'aucun véhicule produit dans cette zone ne viendrait sur le territoire européen.
- Pour l'usine de Mulhouse, la délocalisation de la nouvelle 208 à Vigo (Espagne) provoque le renvoi de 1200 intérimaires.

Les sites R&D ne sont pas épargnés. Le compactage s'accroît et là, ce sont les prestataires qui sont victimes de cette variable d'ajustement.

Sans oublier qu'actuellement, PSA veut imposer un nouvel accord compétitivité dont l'objectif principal est de supprimer les 35h00.

Dans ce contexte, un gouvernement actionnaire à 14 % reste silencieux malgré toutes les aides publiques et exonérations de cotisations sociales.

Pour justifier ses coupes sombres dans l'emploi, le constructeur rejette la responsabilité sur les nouvelles normes de « rejet de CO² » qui lui sont imposées.

Mais où est la logique lorsque, dans le même temps, PSA délocalise une partie conséquente de sa production en Inde comme **les 200 000 moteurs** et **300 000 boîtes de vitesses** alors que celle-ci est principalement destinée au marché européen.

Par ailleurs, PSA se garde bien de demander aux actionnaires le moindre effort de modération de leur appétit financier. C'est même le contraire puisque le Plan Tavares prévoit une augmentation de la distribution des bénéfices de 25% à 28% pour les actionnaires en 2020.

Si l'évolution technologique est présente et indiscutable, pour la FTM-CGT, il n'y a aucune fatalité. Bien au contraire, cette évolution doit répondre aux besoins sociaux, écologiques et sociétaux. D'ailleurs, les moyens financiers n'ont jamais été aussi élevés pour le permettre.

Pour la FTM CGT, le développement industriel et la sauvegarde et la pérennisation des emplois en France nécessitent de :

- Produire et concevoir là où l'on vend, de la sous-traitance à la construction
- Procéder à la relocalisation des activités industrielles
- Réduire le temps de travail en s'appuyant sur une nouvelle répartition des richesses et partager les gains liés à la robotisation
- Augmenter tous les salaires.
- Plafonner les dividendes aux actionnaires afin de relancer les investissements en recherche et développement et moderniser les outils de production
- Embaucher tous les précaires (intérimaires, prestataires...)
- Construire un véritable plan de formation sur les métiers de demain
- Obliger au remboursement des aides publiques là où les emplois sont supprimés alors que les entreprises dégagent des profits.

Le 31 octobre 2019